

"Islamogauchisme" à l'université : "La recherche n'est pas responsable..."

5-7 minutes

"La République est plus forte lorsque l'université est reconnue et écoutée pour ce qu'elle est, c'est-à-dire le cœur battant de notre liberté, telle qu'elle s'est construite pendant des siècles dans notre pays", répond Frédérique Vidal, ministre de l'ESRI, à son collègue Jean-Michel Blanquer, le 26 octobre 2020, dans une tribune confiée à [L'Opinion](#) en réaction aux propos du ministre de l'Éducation nationale qui a dénoncé des "complicités intellectuelles du terrorisme" à l'université ([lire sur AEF info](#)). "L'université a noué un pacte avec la République", affirme Frédérique Vidal.



Frédérique Vidal, ministre de l'ESRI Droits réservés - DR

"Chacun le sait, la recherche n'est pas responsable des maux de la société, elle les questionne, elle les analyse, elle déplie leurs causes sous-jacentes pour nous permettre d'y faire face. L'université a des choses à nous apprendre sur les radicalités qui s'expriment dans notre société. Elle a des choses à nous dire pour combattre le fanatisme islamiste. C'est tout le sens du discours du président de la République s'agissant de la lutte contre les séparatismes", écrit Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, dans un plaidoyer pour l'université qu'elle publie le 26 octobre 2020 dans les colonnes du journal libéral [L'Opinion](#), dans lequel elle reprend à son compte les mots de la CPU ([lire sur AEF info](#)).

"je défie quiconque de me dire le contraire" (J.-M. Blanquer)

Elle réagit aux propos de son collègue de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, lui-même professeur d'université, qui a déclaré le 22 octobre sur [Europe 1](#)", quelques jours après l'assassinat de Samuel Paty par un terroriste islamiste, que "l'islamo-gauchisme [faisait] des ravages à l'université" ou "dans une organisation comme l'Unef". "Ces gens-là favorisent une idéologie qui ensuite, de loin en loin, mène évidemment au pire", a-t-il affirmé, pointant du doigt des "complicités intellectuelles du terrorisme" ([lire sur AEF info](#)).

Le 24 octobre, il a précisé ses propos dans le ["Journal du Dimanche"](#), identifiant "une matrice intellectuelle venue des universités américaines et des thèses intersectionnelles, qui veulent essentialiser les communautés et les identités, aux antipodes de notre modèle républicain". "Cette réalité a gangrené notamment une partie non négligeable des sciences sociales françaises, je défie quiconque de me dire le contraire. Certains font ça consciemment, d'autres sont les idiots utiles de

cette cause. Mais je n'ai jamais voulu dire que toutes les universités et leurs présidents en étaient complices : ils en sont majoritairement les victimes."

"notre tradition universitaire est une force face à la menace islamiste" (F. Vidal)

Sans citer directement les propos de son collègue du gouvernement, Frédérique Vidal s'inscrit en faux contre ces accusations, considérant au contraire que la "tradition universitaire est une force face à la menace islamiste". "Nos enseignants-chercheurs et nos chercheurs sont en première ligne pour comprendre ce qui est à l'œuvre et comment le combattre, justement parce qu'ils sont libres et qu'ils ne réduisent pas leurs travaux à des formules convenues. La République est plus forte lorsque l'université est reconnue et écoutée pour ce qu'elle est, c'est-à-dire le cœur battant de notre liberté, telle qu'elle s'est construite pendant des siècles dans notre pays."

"Liberté face à l'église dès le Moyen-Âge, lieu des franchises face aux pouvoirs qui se sont succédé dans notre pays depuis plus d'un millénaire, l'université a noué un pacte avec la République", écrit encore la ministre de l'ESRI, dans une longue tirade sur le lien inextricable entre liberté et université. "Si la France est le pays des Lumières, l'institution universitaire est bien la torche de l'éclaireur devant l'obscurité de l'ignorance."

conférences annulées et orateurs empêchés à l'université

Elle revient aussi sur les "conférences perturbées ou annulées au nom de telle ou telle cause" dans les mois qui ont précédé le confinement (voir le [Cahier de tendances 2020 de l'ESRI](#) et le [débat sur les libertés académiques de novembre 2019](#)). "À chaque fois, avec l'appui de leurs enseignants-chercheurs, les

présidents d'université les ont reprogrammés. À chaque fois, ils ont trouvé le soutien de leur communauté scientifique comme celle de mon ministère", assure-t-elle.

"Parce que la liberté d'expression et les libertés académiques sont indissociables, l'université questionne et irrite parfois, tous ceux qui confondent préjugés et certitudes, tous ceux qui rejettent l'altérité, le doute et l'esprit critique. Le débat démocratique appuyé sur des faits établis par la science n'est jamais acquis, il s'apprend, il se transmet. Souvent avec bonheur, parfois dans la difficulté."

"L'université n'est ni la matrice de l'extrémisme, ni un lieu où l'on confondrait émancipation et endoctrinement", défend encore la ministre. "L'université n'est pas un lieu d'encouragement ou d'expression du fanatisme. Elle est, au contraire, le lieu où s'apprennent le doute comme la modération ainsi que la seule de nos institutions capable d'éclairer l'ensemble de la société, de l'école aux médias, par une connaissance scientifiquement établie, discutée et critiquée collégalement."